

LE NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR INSTALLÉ HIER

La fin d'un flottement inédit
à la tête de l'État

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nourredine Bedoui, a installé officiellement, hier dimanche, le nouveau secrétaire général du ministère, Hocine Mazouz, mettant ainsi fin à plusieurs jours de «suspense», créé par l'ancien détenteur du poste, Ahmed Adli qui n'avait pas accepté une mutation vers son corps d'origine, celui des walis.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Comme nous l'annoncions dans ces colonnes à l'occasion du dernier mouvement dans le corps des walis le 22 juillet dernier, Hocine Mazouz, qui était wali de Batna, avait été désigné au poste stratégique de secrétaire général du ministère de l'Intérieur.

Selon nos sources, Mazouz devait ainsi succéder à Ahmed Adli qui, lui, devait prendre la tête de la wilaya de Tipasa. Or, et à la surprise générale, ce dernier a refusé de quitter son poste de secrétaire général. Du moins, pas pour un «modeste» poste de wali. D'où, d'abord le «rappel» de l'ancien ministre des Travaux publics, Abdelkader Kadi désigné, le 23 juillet, comme wali de Tipasa.

«Ce n'est pas tout», nous confie encore notre source. «Même le wali

qui était en poste à Tipasa avait, lui aussi, refusé de prendre la wilaya de Tizi-Ouzou où il était initialement désigné. C'est la raison pour laquelle il sera finalement muté vers la wilaya de Médéa alors que l'ex-wali de Médéa a été, lui, désigné à Tizi-Ouzou.»

Cette situation, inimaginable il y a quelque temps, s'explique par plusieurs choses. Il y a d'abord la maladie de Abdelaziz Bouteflika. C'est, bien sûr, la raison principale qui est, par ailleurs, à l'origine de plusieurs flottements, de décisions parfois insolites au sommet même de l'Etat.

La plus symptomatique d'entre elles reste, incontestablement, la nomination, en mai dernier, de deux ministres des Affaires étrangères ! Une grave erreur, heureusement vite rectifiée dès le lende-



Nourredine Bedoui, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

main. L'autre raison avancée par nos sources pour expliquer ces comportements inédits dans la corporation des walis «reste le profil même du nouveau ministre de l'Intérieur. Sous Zerhouni ou Ould Kablia, le ministre était issu des services de sécurité ou des rangs du MALG. Ce qui lui confère une autorité que personne ne pouvait défier. Or, Nourredine Bedoui est, lui, issu du même corps des walis». De ce fait, l'on peut

déjà parler d'une certaine solidarité de corps dont le nouveau ministre de l'Intérieur n'arrive visiblement pas encore à se départir.

«Beaucoup parmi les walis en

exercice étaient déjà des camarades de promotion de Bedoui. Certains, comme l'actuel wali de Tizi-Ouzou, Ibrahim Merad, ont eu à être son chef hiérarchique lorsqu'il exerçait comme chef de daïra, à Annaba par exemple.»

Ceci étant, Hocine Mazouz prend donc ses lourdes fonctions de secrétaire général, un rouage essentiel du ministère et de l'Etat. «C'est par lui que tout passe. Sous Daho Ould Kablia, par exemple, l'ancien titulaire du poste, Abdelkader Ouali était quasiment un ministre bis. Son poids était tel que l'ex-ministre de l'Intérieur, Tayeb Belaïz, avait tout fait, et il avait fini, d'ailleurs, par avoir sa tête.»

A rappeler que le nouveau secrétaire général a eu à exercer en tant que wali dans plusieurs wilayas, comme Tizi-Ouzou et Batna.

K. A.

FACE À LA «SITUATION HUMANITAIRE GRAVE» DANS LES CAMPS SAHRAOIS

La colère de M^{me} Benhabylès

«Les quotas d'aides alimentaires destinés aux camps des Sahraouis ont été diminués par l'ONU. Même les aides financières ont été touchées.» C'est ce qu'a annoncé, hier, la secrétaire générale du Croissant-Rouge algérien au siège du CRA, à Alger, en qualifiant cette décision de «grave».

Nadia Medjdoub - Alger (Le Soir) - M^{me} Saïda Benhabylès, présidente du CRA, a expliqué que la dégradation des conditions de vie des réfugiés sahraouis est de plus en plus grave, même qu'«elle fait peur». La diminution des quotas alimentaires par l'ONU a déjà causé des maladies importantes : anémie, hépatite, angine à répétition...

Présent à cette conférence, le président du Croissant-Rouge sahraoui, M. Bouhbi Yahia, a remercié «tout d'abord l'Algérie et le peuple algérien et, tout spécialement, le Croissant-Rouge pour son soutien à la cause sahraouie». «Celui qui ne voit pas ce que l'Algérie fait pour la cause sahraouie est aveugle», ajouta-t-il.

Pour sa part, le président du Croissant-Rouge sahraoui a estimé qu'«outre les produits alimentaires, l'eau et les médicaments, les réfugiés sahraouis ont également droit au savoir et à l'enseignement». Il a indiqué que les enfants vivent dans des conditions difficiles, dans les camps de réfugiés, en raison du manque alimentaire, tout d'abord, et du manque essentiellement de médicaments.

L'inquiétude est à la préparation de l'hiver.

«Les tentes que nous avons sont usées et le budget disponible ne nous suffit pas pour les renouveler»

Face à cette situation, une lettre officielle d'interpellation a été adressée à l'Organisation arabe du Croissant-Rouge et à la Fédération internationale du Croissant et de la Croix-Rouge sur la nécessité de rendre visite aux camps sahraouis, afin de constater la situation inhumaine que vivent les réfugiés et apporter l'aide nécessaire.

M^{me} Benhabylès a annoncé que des aides constituées de denrées alimentaires et de lots scolaires seront acheminées prochainement dans les camps des réfugiés. Elle a précisé que ces aides sont constituées de 316 tonnes de céréales, farine, riz..., ainsi que de médicaments et d'affaires scolaires.

La présidente du CRA a indiqué que ces aides s'inscrivent dans le cadre du soutien du «droit aux enfants sahraouis à la nourriture saine et complète, au savoir et à l'enseignement». Elle considère que la poursuite de l'envoi de l'aide humanitaire aux camps sahraouis est un devoir moral.

Enfin M. Romain Sirois, représentant du PAM en Algérie, arrivé en retard à la conférence, a exprimé son soutien aux réfugiés du Sahara occidental. «La distribution générale des vivres se combine avec le Programme de prévention et de traitement de la malnutrition et le Programme de repas scolaires qui vise à encourager la scolarisation et l'assiduité des enfants réfugiés. Toute l'assistance du PAM en Algérie est effectuée et suivie en partenariat avec des organisations nationales et internationales qui s'assurent que l'aide parvienne jusqu'à ses destinations», a-t-il expliqué.

N. M.

FISCALITÉ

La taxe d'habitation élargie à l'ensemble des communes du pays

La taxe d'habitation est, désormais, appliquée à travers l'ensemble des communes du pays, dans l'objectif de renforcer leur autonomie financière et leur capacité d'intervention dans la réhabilitation du parc immobilier.

C'est la loi de finances complémentaire 2015 (LFC 2015) qui stipule l'élargissement du champ d'application de cette taxe d'habitation dont la mise en œuvre concerne, dorénavant, les assujettis à travers les 1 541 communes.

Instituée par la loi de finances 2003, cette taxe concernait uniquement les communes chefs-lieux de daïrate, ainsi que les communes des wilayas d'Alger,

d'Annaba, de Constantine et d'Oran.

Prélevée par Sonelgaz sur les quittances d'électricité et de gaz, cette taxe annuelle, due pour tous les locaux à usage d'habitation ou professionnel, est fixée entre 300 DA et 1.200 DA dans l'ensemble des communes qui n'étaient pas concernées par cette taxe, indique l'article 67 de la LFC 2015.

Quant aux locaux à usage d'ha-

bitation ou professionnel situés dans les communes des wilayas d'Alger, Annaba Constantine et Oran, qui étaient déjà soumis à cette forme d'impôt, la taxe oscille entre 600 et 2 400 DA.

Cette taxe sera affectée au Fonds spécial de réhabilitation du parc immobilier, dont les modalités de fonctionnement ont été définies par un arrêté interministériel de 2003 et un décret exécutif promulgué en 2005.

Selon ce décret exécutif, les dépenses de ce fonds représentent les frais engagés au titre des travaux nécessaires à la réhabilitation et la rénovation des parties communes du parc immobilier local, notamment le vieux bâti, ainsi que les frais mobilisés au titre des travaux de remise en état et maintenance des équipements de service liés à l'exploitation de la bâtisse.

Quant aux recettes de ce fonds, elles sont donc constituées du produit de la taxe d'habitation ainsi que des contributions volontaires de toute personne physique ou morale, des subventions éventuelles de l'Etat ou des collectivités locales et des dons et legs.

Cette taxe vient renforcer les revenus fiscaux des communes, sur la base du foncier et de l'immobilier, qui restent faibles face aux demandes croissantes des financements locaux et, particulièrement, en matière de préservation du parc immobilier.

APS

IMMIGRATION CLANDESTINE

Un contrebandier et 49 immigrants clandestins arrêtés dans le sud du pays

Un contrebandier et 49 immigrants clandestins de différentes nationalités africaines ont été arrêtés samedi dans le sud du pays, dans des opérations différentes menées par des détachements de l'Armée nationale populaire, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset, de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezam (6^e Région militaire), et en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale, ont arrêté dans trois opérations distinctes, le 8 août 2015, 1 contrebandier et 49 immigrants clandestins de différentes nationalités africaines», précise la même source.

Lors de ces opérations, «3 véhicules tout-terrain, 3 camions, une moto, 13 détecteurs de métaux, un marteau-piqueur, 2 téléphones portables, et une quantité de 78 540 litres de carburant destinée à la contrebande ont été saisis», ajoute le communiqué du MDN.